

EUROPE DIPLOMATIE & DEFENSE

LE BULLETIN DE L'AGENCE EUROPE SUR LA PSDC ET L'OTAN

UE/OTAN/CORÉE DU NORD: L'UE ET L'OTAN CONDAMNE LE NOUVEAU TIR BALISTIQUE NORD-CORÉEN

Bruxelles, 29/11/2017 (EDD) – La porte-parole du service européen pour l'action extérieure a une nouvelle fois appelé la Corée du Nord, mardi 28 novembre, après un nouveau tir de missile plus tôt dans la journée, à abandonner son programme balistique. Il s'agit du premier tir depuis le 15 septembre.

« *Le message de l'UE est sans équivoque : la Corée du Nord doit abandonner ses programmes nucléaires, d'armes de destruction massive et de missiles balistiques d'une manière complète, vérifiable et irréversible, cesser immédiatement toutes activités connexes et revenir au Traité de non-prolifération nucléaire et aux garanties de l'AIEA* », a souligné la porte-parole dans un communiqué. Elle a une nouvelle fois appelé le pays à s'engager dans un dialogue « *crédible et significatif* », visant à poursuivre la dénucléarisation « *complète, vérifiable et irréversible* » de la péninsule coréenne et la mise en œuvre intégrale de toutes les résolutions pertinentes du conseil de sécurité de l'ONU. Elle a rappelé que l'UE avait de nombreuses sanctions en place contre le régime.

La porte-parole a estimé que le nouveau lancement « *représentait une nouvelle provocation grave et une grave menace pour la sécurité internationale* » et constituait une autre violation « *inacceptable* » des obligations internationales de Pyongyang, « *telles que définies par de multiples résolutions du conseil de sécurité des Nations unies* ».

« *Je condamne fermement le nouvel essai de missile balistique de la Corée du Nord. Cet essai constitue une violation supplémentaire de nombreuses résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU et compromet la sécurité régionale et internationale* », a pour sa part déclaré le secrétaire général de l'OTAN Jens Stoltenberg. « *La Corée du Nord doit reprendre un dialogue crédible et constructif avec la communauté internationale* », a-t-il ajouté.

Ce tir de missile a été suivi de déclarations nord-coréennes affirmant que la Corée du Nord est désormais un Etat nucléaire et peut atteindre le territoire américain en tous points. Selon le secrétaire américain à la défense James Mattis, le missile qui s'est abîmé en mer du Japon après un vol de quelque 1000 kilomètres a atteint la plus haute altitude de tous les tirs effectués par Pyongyang à ce jour. Il représente même « *une menace partout dans le monde* », a-t-il ajouté, selon l'AFP. Il s'agit d'un « *acte violent* » qui « *ne peut pas être toléré* », a dénoncé le Premier ministre japonais Shinzo Abe. « *Nous ne céderons jamais à aucun acte de provocation. Nous renforcerons notre pression* », a promis M. Abe devant la presse.

Le conseil de sécurité devait se réunir en urgence mercredi pour discuter de la situation.

Publication bihebdomadaire

N° 1039

30 novembre 2017

1. *L'UE et l'OTAN condamne le nouveau tir balistique nord-coréen*
2. *Poursuivre le développement de la coopération opérationnelle euro-arabe*
18 projets placés dans la corbeille de la coopération structurée permanente
3. *Carte Blanche par Frédéric Mauro*



Éditeur responsable : Ferdinando Riccardi

Rédacteur en chef : Olivier Jehin

Rédaction :
Jan Kordys - Camille-Cerise Gessant

Éditions de l'AGENCE EUROPE
Rue du Moulin à Papier 55
B-1160 Bruxelles
Tél. +32.2.737.94.94
Fax +32.2.735.75.85
www.agenceurope.com

Bureau de dépôt Bruxelles X
© AGENCE EUROPE

**UE/LIGUE ARABE: POURSUIVRE LE
DÉVELOPPEMENT DE LA COOPÉRATION
OPÉRATIONNELLE EURO-ARABE**

Bruxelles, 29/11/2017 (EDD) – Les représentants des Etats membres au sein du comité politique et de sécurité de l'UE et les représentants permanents de la Ligue des États arabes ont salué, mardi 28 novembre, le «renforcement du partenariat euro-arabe en tant que réponse régionale appropriée», «reconnaissant l'importance de joindre leurs efforts pour relever les défis politiques, économiques, sociaux et de sécurité communs qui menacent la stabilité de leur région commune», selon un communiqué du secrétariat du Conseil des ministres de l'UE.

Les deux parties ont notamment discuté de la question palestinienne et des moyens de faire avancer le processus de paix, de l'évolution de la situation en Syrie, Libye, Yémen, Irak et Iran, mais aussi du contre-terrorisme, de la migration irrégulière, des réfugiés et des personnes déplacées.

Exprimant leur «détermination à travailler ensemble», les ambassadeurs ont souligné l'importance du rôle joué par les ambassadeurs arabes à Bruxelles dans le renforcement du partenariat euro-arabe et des moyens de faire face aux défis communs. Depuis le lancement du dialogue stratégique UE-Ligue arabe en novembre 2015, il a été convenu de poursuivre le développement de la coopération opérationnelle euro-arabe, en particulier dans les domaines de la prévention des conflits, de l'alerte précoce et de la gestion des crises, de l'aide humanitaire, de la lutte contre le terrorisme, le crime organisé transnational, du désarmement nucléaire et de la non-prolifération.

En parallèle de la réunion des ambassadeurs, les groupes de travail pour la coopération entre la Ligue des États arabes et l'UE se sont également réunis.

**UE/PSDC: 18 PROJETS PLACÉS DANS
LA CORBEILLE DE LA COOPÉRATION
STRUCTURÉE PERMANENTE**

Bruxelles, 29/11/2017 (EDD) – Les vingt-trois États membres qui ont annoncé récemment leur intention de participer à la coopération structurée permanente (CSP) ont approuvé, lundi 27 novembre, une liste de dix-huit projets qui sera soumise au Conseil des ministres des Affaires étrangères, lundi 11 décembre, en vue de l'établissement de la CSP. Entre temps, certains projets pourraient encore être précisés et/ou regroupés lorsqu'ils touchent au même domaine.

Cette liste, sans véritable surprise, se borne pour l'essentiel à placer sous l'étiquette CSP des projets existants ou en gestation. Être la liste définitive des projets. Elle comprend (entre parenthèses figure à chaque fois le pays qui a proposé le projet et pourrait le piloter) : (1) commandement médical européen (Allemagne), (2) radio logicielle en lien avec le programme ESSOR (France), (3) hub logistique européen (Allemagne), (4) réseau de structures logistiques à la périphérie de l'Union (Chypre), (5) simplification et standardisation des procédures de transport militaire transfrontalières (Pays-Bas), (6) création d'un Centre d'excellence pour les missions d'entraînement EUTM (Allemagne), (7) création d'un Centre européen de certification de l'entraînement pour les armées européennes, (8) soutien aux opérations (France), (9) constitution d'un module militaire déployable pour l'assistance en cas de catastrophe ou DMDRP pour "Deployable Military Disaster Relief Package" (Italie), (10) lutte contre les mines marines, au moyen de drones sous-marins détecteurs et destructeurs de mines ou de contre-mesures (MCM) ou de systèmes sous-marins semi-autonomes (Belgique), (11) système autonome de surveillance des ports (Italie), (12) mise à jour du système de surveillance maritime (Grèce), (13) plateforme de partage d'informations sur la réponse aux attaques et menaces cybernétiques (Grèce), (14) équipes de réaction rapide aux et assistance mutuelle dans la cybersécurité (Lituanie), (15) standardisation des procédures C2 (commandement et contrôle) des opérations menées au titre de la PSDC (Espagne), (16) prochaine génération de véhicules d'infanterie de combat blindés (AIFV), amphibie (AAV) et léger Véhicules blindés d'infanterie (AIFV Armoured Infantry Fighting Vehicle), amphibie (AAV amphibious assault vehicle) et léger (LTV), (Italie) (17) soutien indirect au tir (Slovaquie), (18) constitution d'un noyau de force européenne rapidement déployable dans le cadre du lancement d'une opération réponse aux crises de type EUFOR ou EUFOR CROC pour "Crisis Response Operation Core" (Allemagne).

Carte Blanche

**LA COOPÉRATION STRUCTURÉE PERMANENTE
OU LA NOUVELLE JOURNÉE DES DUPES**

par Frédéric Mauro *

Le 13 novembre 2017 aurait dû être un jour historique : celui où vingt-trois pays de l'Union ont notifié au Conseil européen leur volonté d'établir entre eux la « coopération structurée permanente » (CSP), une disposition du Traité de Lisbonne au cœur de la politique de sécurité et de défense commune (PSDC). Est-ce que cela fera progresser la défense européenne comme le promettent les Etats membres ? Hélas, c'est un crève-cœur de le dire pour tous les Européens sincères, la lucidité nous fait craindre qu'il ne s'agisse, une fois encore, que d'un faux départ.

Des objectifs devenus flous

A la base l'idée est simple : plus jamais la Yougoslavie et la honte d'assister impuissants à un génocide à « deux heures d'avion de Paris » ! Il s'agit pour l'Union de disposer d'une capacité militaire opérationnelle afin de gérer des crises dans son voisinage, quand les Américains ne veulent pas intervenir. La PSDC et l'OTAN sont compatibles et même complémentaires, puisque la première est de la '*soft defence*', en cas de crise hors du territoire de l'Union, sans les Américains, alors que la seconde est de la '*hard defence*', en cas d'attaque armée d'un membre de l'Alliance sur son territoire, et avec le concours déterminant des Américains, mais aussi des Turcs et des Canadiens. Dans ce contexte, la CSP est le processus permettant de constituer cette capacité opérationnelle. Ni plus, ni moins. C'est un processus d'intégration plus qu'un cadre juridique car elle ne produira ses effets que dans le long terme. Ce processus ne peut être initialement mené qu'avec le petit nombre, « l'avant-garde », des Etats qui le peuvent et qui le veulent, car l'unanimité reste la règle dans un cadre intergouvernemental.

Aujourd'hui, les objectifs ont changé. La CSP, nous dit-on, devrait certes permettre de constituer une capacité de gestion de crise à l'extérieur, mais aussi de « protéger l'Union et ses citoyens » et de renforcer le pilier européen de l'OTAN afin de rééquilibrer le partage du fardeau de l'Alliance. Pourquoi pas ? Les temps ont changé, c'est vrai. Mais pas les termes du traité. Et si les ambitions augmentent, alors il faut augmenter les moyens car ce n'est pas la même chose de constituer un corps expéditionnaire et - en plus - de faire de la protection civile, du contrôle des frontières et de la cyber défense.

En réalité, il est à craindre que les Etats membres se satisfassent aisément d'un vague effort en matière de sécurité intérieure en lieu et place d'une authentique capacité d'intervention extérieure.

Des engagements qui n'en sont pas

Afin de construire cette capacité militaire, l'idée de la CSP était d'agir simultanément sur tous les éléments nécessaires à la constitution d'un outil de défense : la planification ; les financements ; les programmes industriels ; les capacités et, finalement, la disponibilité opérationnelle. Car tout se tient et la CSP ne sera efficace que si les engagements qui la constituent sont exhaustifs et sérieux.

Or de ce point de vue, le texte de la notification laisse pantois. Ainsi, les Etats membres s'engagent-ils à accroître leur effort en matière d'équipements, mais de façon « collective », ce qui n'engage réellement personne. Cela était déjà prévu dans le cadre de l'agence européenne de défense depuis 2007 ! De qui se moque-t-on ?

Et tout le reste est à l'avenant : en matière capacitaire, les Etats membres s'engagent à participer à au moins, retenons notre souffle, « un » projet de coopération. S'engager à ... s'engager quand on veut, avec qui on veut est un tour de passe-passe qui ne dupera personne : c'est la situation actuelle.

Une recette pour l'échec : l'unanimité à vingt trois

Espérer créer une capacité opérationnelle autonome par le simple jeu de la coopération, c'est faire toujours la même chose en s'attendant à un résultat différent. Or, de ce point de vue la CSP constituait une rupture, car une « coopération » qui est à la fois « structurée » et « permanente » n'est plus une coopération, mais une intégration. Malheureusement, pas une seule fois, le mot d'intégration n'apparaît dans la lettre de notification. C'est fort dommage, car c'est pourtant l'intégration de leur marine qui permet à la Belgique et aux Pays-Bas d'avoir encore une marine alors qu'ils ne dépensent que 1 % de leur PIB pour la défense. Et c'est encore l'intégration de ses forces terrestres, pour pallier les insuffisances de ses propres forces, que recherche l'Allemagne au travers du « concept de nation cadre » (Framework Nation Concept) de l'OTAN.

Rassurons tous ceux que le mot effraie, « l'intégration » dont il s'agit n'est pas l'armée européenne, ni même un remake de la brigade franco-allemande. Il n'en a jamais été question dans le cadre

de la PSDC. Non ce serait simplement la capacité pour les Européens de planifier ensemble, de financer ensemble, de construire ensemble, de soutenir ensemble, d'opérer ensemble une force européenne d'intervention, bref de faire ensemble ce qu'ils ne sont plus capables de faire seuls. Accessoirement, pour ceux qui mettent en avant la « best value for money », c'eût été le moyen le plus efficace de faire des économies colossales et d'éviter d'avoir dix-sept types de blindés européens. Nous en sommes loin, très loin.

Quant à la gouvernance d'un ensemble de 23 Etats, et peut-être 25, selon la règle de l'unanimité, nul n'est besoin de s'y attarder. C'est une expérience que nous avons déjà vécue au sein de l'agence européenne de défense, où un seul pays, le Royaume-Uni, a pu bloquer tous les autres pendant 5 ans.

Des dirigeants nationaux incapables de se penser en tant qu'Européens

Huit jours avant la notification de la CSP, la Suède a fait le choix du missile américain Patriot, au détriment du missile européen Aster, pourtant moins cher et tout aussi efficace. Le choix des dirigeants suédois en faveur des équipements américains n'est pas critiquable parce que "souverain". Mais alors que diable viennent-ils faire dans la CSP ? Et que dire des conditions posées par les dirigeants polonais pour faire partie du dispositif, sinon qu'ils se sont achetés à un prix dérisoire un droit de véto sur la défense européenne. Le fait est que les Etats membres ne sont pas sincères. Ceux qui peuvent faire partie de l'avant-garde ne veulent pas d'une défense européenne, et ceux qui en veulent ne le peuvent pas.

Les Français et les Allemands sont les principaux responsables de cette situation. Les dirigeants allemands n'ont pas respecté l'esprit du traité en écartant la notion d'avant-garde. Sont-ils vraiment sérieux en matière de défense ? Quant aux dirigeants français, sont-ils vraiment prêts à l'intégration ? Comme le dit Joachim Bitterlich, ancien conseiller du Chancelier Helmut Kohl, ces deux Etats étaient allés beaucoup plus loin en 1991 qu'aujourd'hui ! C'est dire qu'aujourd'hui ils font semblant et tous les autres Etats avec eux. C'est triste à dire : ils utilisent la CSP à des fins politiques, pour montrer qu'ils font quelque chose alors qu'en réalité ils ne font rien, ou pas grand-chose. Les Allemands se posent en champions de l'unité européenne, mais refusent toute idée qui pourrait la faire vivre. Ils peuvent augmenter leur effort de défense sans problème, et le feront vraisemblablement, mais leur engagement demeura strictement capacitaire et leur intérêt purement industriel. Quant aux Français leur seule ambition semble être de ne pas fâcher les Allemands, dans l'espoir de contreparties dans le domaine économique et monétaire. Pour ce qui est du militaire, ils entretiennent l'illusion d'une « autonomie stratégique » dont ils n'ont plus les moyens. Tous ont en tête leurs intérêts domestiques, font de grands effets d'annonce et de petits calculs médiocres. Peu importe ce qu'il en sortira dans dix ans. Aucun des dirigeants actuels ne sera plus là pour en porter la responsabilité... sauf « l'Europe ».

Rendez-vous dans dix ans

Le seul espoir que la CSP soit malgré tout un succès réside aujourd'hui dans la rédaction d'un Livre blanc européen, qui vienne mettre de la cohérence dans ce qui ne sera autrement qu'un concours de beauté, une foire aux projets, en un mot : une duperie. La question est pourtant simple à poser : de quel outil de défense l'Union européenne a-t-elle besoin pour remplir son niveau d'ambition ?

Seul désormais le Parlement européen, dont le vote sera nécessaire pour le budget de la CSP, est en capacité d'exiger un tel Livre blanc, un texte plus clair que le salmigondis de tous les mots à la mode qui nous est servi froid, dix ans après le traité de Lisbonne. Car une chose est sûre, à un moment où l'Europe doute d'elle-même, où certains peuples expriment leurs peurs en remettant parfois leur sort entre les mains de dirigeants qui nourrissent leurs angoisses, la défense européenne mérite mieux qu'un texte long et verbeux. Les stratégies les meilleures sont les plus courtes et les plus claires.

On peut aussi espérer que les Etats membres soient pris à leur propre piège et que pour éviter le ridicule, ils se mettent au travail. Après tout, si la CSP échoue ce sera l'échec de l'intergouvernementalité et la preuve qu'on ne peut construire une défense commune sans un Etat fédéral. Pour l'instant la question qui se pose est de savoir jusqu'où peut-on faire semblant de construire la défense européenne sans détruire le projet européen ? Car toute duperie a ses limites. Si l'Union européenne est vraiment « la meilleure idée que nous ayons eue », si elle est « cet avenir que nous tenons entre nos mains », alors il va falloir que les Etats membres et leurs dirigeants fassent mieux que cela. Beaucoup mieux.

S'ils croient vraiment en ce qu'ils disent, qu'ils le fassent !

* *Avocat au barreau de Paris, établi à Bruxelles*